

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 26/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORVAL

Z.I. Le Bois de la Mare
76480 Berville-Sur-Seine

Références : UDRD.2025.03.T.148
Code AIOT : 0005800310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2025 dans l'établissement NORVAL implanté Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite au contrôle inopiné du 24 et 25 septembre 2024 sur la chaîne de mesure et le contrôle du respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux, la société NORVAL située Z.I. Le Bois de la Mare à Berville-sur-Seine a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 19 novembre 2024, de réaliser des prélèvements et des analyses des rejets aqueux conformes aux méthodes de mesures, des contrôles métrologiques pour les appareils installés sur la chaîne de mesure et réparer le système d'alerte de la station d'épuration sous 1 mois.

L'inspection s'est ainsi attachée, le jour de la présente visite, à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ainsi que les demandes non soldées formulées lors de la dernière visite d'inspection et des vérifications périodiques concernant la prévention des risques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORVAL
- Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005 modifié (par arrêté préfectoral du 29 février 2016) à exploiter des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipements électriques et électroniques et métalliques et autres matières recyclables

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.8.2 et 3.1.13.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.10	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.6 et 4.15	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois/ 3mois
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 4.13.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 4.13.2	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution de l'eau	AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2024 en contractualisant avec un laboratoire pour le prélèvement, l'échantillonnage et l'analyse des rejets aqueux, en réalisant les contrôles métrologiques sur les appareils de mesures et en réparant le système d'alerte de la station d'épuration.

Toutefois, l'inspection ne proposera la levée de la mise en demeure susvisée qu'à réception des rapports de contrôles métrologiques (cf demande n°1 à 3) justifiant de leur bon état de fonctionnement.

D'autre part, l'inspection a mis en évidence 4 nouvelles non-conformités réglementaires :

- présence d'une fuite d'eaux résiduaires récurrente dans la station d'épuration interne ;
- absence d'entretien des caniveaux alimentant les rétentions des 3 cuves (de 15 m³) du process de tri des plastiques par flottaison et de la fosse équipée de 2 pompes auto-amorçantes ;
- défaut entretien des installations électriques (rapport de l'organisme de vérification du 6 janvier 2025 concluant à la possibilité d'un risque d'incendie et d'explosion) ;
- présence de poussières dans les installations susceptibles de propager un incendie ;
- absence de garantie d'efficacité et de fiabilité du portique de détection de la radioactivité suite à un contrôle déclarant le portique non conforme.

Aussi, l'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure la société NORVAL de remédier à ces non-conformités dans les délais indiqués à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure :

- Sous un délai d'un mois :

- en réparant la fuite dans la station d'épuration interne ACTIBIO ;
 - en nettoyant les caniveaux et la fosse équipée des 2 pompes auto-amorçantes destinées à alimenter les rétentions en cas de déversement accidentel dans le hangar n°3 ;
 - en procédant au nettoyage de la poussière accumulée dans le hangar n°3 afin de prévenir tout danger d'incendie et d'explosion;
 - en transmettant à l'inspection la commande signée de remise en état du portique de détection de la radioactivité;
 -
- et sous un délai de trois mois :
- en transmettant à l'inspection des installations classées un compte-rendu de contrôle périodique concluant que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion et levant l'ensemble des 15 non-conformités relevées dans le rapport Q18 ainsi qu'un plan d'actions pour lever l'ensemble des 137 observations mises en évidence dans le compte-rendu de vérification périodique des installations électriques, avec une cinétique de résolution adaptée à chaque observation selon son niveau de gravité ;
 - en transmettant un certificat de conformité du portique.

De plus, il est attendu de la part de l'exploitant beaucoup plus de rigueur et de réactivité dans le suivi de son exploitation et notamment sur le dispositif de collecte et traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées du site (curage des réseaux et bassin d'eaux sales, rétention en cas de débordement), sur la tenue des bâtiments notamment contre la corrosion due au sel, sur le système de détection incendie (répondre aux observations de la maintenance préventive) sur le système de défense incendie (remise en place d'une barrière de protection, vérification du débit sur les poteaux en simultané).

Enfin, l'exploitant confirmera le bon état de la crépine du piézomètre aval ainsi que la filière d'élimination des boues de la step après passage dans le dispositif de déshydratation Géotube du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société NORVAL (n°AIOT : 0005800310), dont le siège social est situé Z.I. Le Bois de la Mare à Berville-sur-Seine (76480) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 51, 58-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et de l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2005 susvisé, dans un délai d'un mois.</p> <p>Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - passe un contrat sans limitation de durée avec une société extérieure pour réaliser les prestations de mesure et prélèvement des rejets aqueux dans les conditions requises ou prolonge le contrat existant jusqu'à réalisation des actions suivantes : installation d'un préleveur conforme aux normes en vigueur ;

respect des méthodes d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 ;
respect des méthodes de conservations des échantillons, selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3 ;

- réalise les contrôles métrologiques prescrits par les normes en vigueur pour les appareils installés sur la chaîne de mesure ;

- répare le système d'alerte de la station d'épuration.

Constats :

Par courrier du 19 décembre 2024, l'exploitant a transmis les contrats au titre de l'année 2024 et 2025 avec un laboratoire agréé afin de réaliser les prélèvements, l'échantillonnage et les analyses des rejets aqueux à fréquence mensuelle dans les conditions requises.

L'exploitant précise qu'il a ainsi délégué son autosurveillance des rejets aqueux à un laboratoire extérieur avec qui il a contractualisé pour un an.

L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle des rejets aqueux effectué du 05 au 6 février 2025.

Ce rapport précise la prestation réalisée : prélèvement automatique sur 24 h, application des méthodes d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 et les méthodes de conservations des échantillons, selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3. Les résultats d'analyse n'ont pas révélé de dépassement en concentration et en flux aux valeurs limites de rejet.

Par courrier du 6 décembre 2024, l'exploitant a transmis le bon de commande concernant le contrôle métrologique des débitmètres installés en entrée et sortie sur la chaîne de mesure.

L'inspection constate l'absence du débitmètre en entrée sur la chaîne de mesure qui est en cours d'étalonnage depuis le 4 février 2025 (3 à 4 semaines) selon les dires de l'exploitant. L'étalonnage du débitmètre positionné en sortie suivra.

Demande n° 1 : L'exploitant doit transmettre à l'inspection **dès réception** les rapports de contrôle et/ou les certificats d'étalonnage des débitmètres, accompagnés le cas échéant des actions correctives envisagées et/ou mises en place en cas de défaut.

Par courriel du 20 décembre 2024, l'exploitant a également transmis un bon de commande d'un thermomètre de référence étalonné accompagné d'une fiche procédure de vérification et étalonnage du thermomètre. L'inspection constate que le thermomètre n'a pas encore été vérifié et que l'exploitant est dans l'attente d'un nouveau thermomètre de référence fonctionnel, le dernier affichait des températures de 60 °C selon les dires de l'exploitant.

Demande n° 2 : L'exploitant doit également transmettre **sous un délai d'un mois**, les résultats d'étalonnage du thermomètre via la fiche de vie du thermomètre selon la procédure interne « étalonnage thermomètre » transmise par courriel du 20 décembre 2024 .

Concernant le contrôle du report des volumes en supervision, la transmission des données sur le poste informatique s'effectue via une clé USB qui collecte les informations depuis l'armoire d'enregistrement de la step. Il ne devrait donc pas y avoir d'écart de report. Toutefois, l'exploitant propose de vérifier en instantané (photographie de l'affichage de l'armoire de contrôle) et de comparer les valeurs affichées avec celles reportées sur le poste informatique.

Demande n° 3 :L'exploitant doit transmettre sous un délai d'un mois le résultat de la vérification afin de confirmer qu'il n'y a pas d'écart entre les données.

L'inspection constate que le système d'alerte de la station d'épuration en cas de dysfonctionnement est désormais réparé et opérationnel, le voyant étant au vert.

Relevé de décision : Au vu des éléments et constats précédents, l'inspection considère que l'exploitant a répondu aux 3 points de la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2024 et proposera à monsieur le Préfet de lever ladite mise en demeure dès réception des rapports de contrôles métrologiques des appareils (débitmètre et thermomètres) et de la vérification du report de volume en supervision.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

Constats :

L'inspection constate dans la station d'épuration interne, une fuite sur le filtre à sable qui se répand au sol vers une rigole et un regard (à l'entrée du local) qui semble obturé. L'exploitant indique remédier au problème rapidement mais ne s'inquiète pas, car ce sont des eaux épurées et elles se déversent vers la rétention du site. Lors d'une précédente visite, l'inspection avait déjà constaté une fuite sur ce dispositif.

L'inspection constate également dans le hangar n°3 que les caniveaux d'évacuation des eaux de nettoyage et des écoulements du process TRIPTER (tri des plastiques par flottaison avec 3 cuves d'eau salée) dirigées par gravité vers la STEP interne via une fosse sont sales. Ces caniveaux alimentent également via une fosse équipée de 2 pompes auto-amorçantes, les rétentions des cuves du process TRIPTER en cas de déversement accidentel.

Écart réglementaire majeur n° 1: le fait de ne pas entretenir et exploiter correctement ses installations de façon à éviter tout déversement indirect ou direct de matières polluantes pour l'environnement vers le milieu naturel, constitue un manquement aux dispositions des articles 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 juillet 2005 susvisé.

L'inspection propose donc à M. le préfet de mettre en demeure la société NORVAL de respecter **sous 1 mois** les dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 juillet 2005 susvisé.

Cette disposition sera considérée satisfaite si l'exploitant procède à la réparation de la fuite sur le filtre de la station d'épuration ACTIBIO et au nettoyage de la fosse et des caniveaux autour du process TRIPTER (tri des plastiques par flottaison) dans le hangar n°3.

Demande n°4 : l'exploitant doit confirmer à l'inspection qu'en cas de déversement accidentel dans la station d'épuration interne, les eaux sont bien redirigées vers un réseau de collecte permettant leur traitement ou vers une rétention afin de prévenir tout déversement dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.8.2 et 3.1.13.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée : <u>3.1.8.2 . Eaux pluviales polluées.</u> Un réseau de collecte des eaux pluviales provenant des toitures et des dalles de la cour doit être aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin (s) de confinement capable (s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Ces eaux sont stockées respectivement dans deux bassins, dit "bassin d'eau propre" et "bassin d'eau sale", de 1 400 m³ chacun. Le bassin d'eau sale se déverse par trop plein dans le bassin d'eau propre et le trop plein de ce dernier peut être rejeté vers le milieu naturel après traitement par une installation biologique, pouvant être couplée éventuellement par un traitement au charbon actif. Ces bassins pourront éventuellement être utilisés comme bassin de confinement (cf. point 3.1.8.1).</p> <p><u>3.1.13.3 Eaux pluviales de cour et de toiture.</u> Les eaux pluviales de cour et de toiture doivent transiter par un débourbeur déshuileur avant d'être déversées dans le bassin "d'eaux sales". Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'Art. Il doit être régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir nettoyé son réseau de collecte des eaux pluviales souillées et non souillées le 19 décembre 2024, le bon d'intervention à l'appui, et curé le dispositif débourbeur/déshuileur le 28 janvier 2025, preuve à l'appui le bordereau de suivi de déchets (code déchet 16 07 08 *).</p> <p>De plus, l'inspection constate que l'exploitant a prévu d'installer des filtres dans les regards pour palier le colmatage du réseau. L'inspection constate que le bassin d'eaux sales est saturé en boues. L'exploitant précise que ces boues accumulées dans le bassin d'eaux sales vont être évacuées dans le dispositif de déshydratation Géotube du site. Il prévoit également de remettre en service le bassin de roseau afin de retenir une partie des matières en suspension des eaux pluviales souillées avant de les rejeter dans le bassin d'eaux sales.</p> <p>Demande n° 5 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois préciser à l'inspection les filières d'élimination des boues de la step après passage dans le dispositif Géotube.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.10
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 21/12/2024
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif doit être relevé périodiquement. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé. L'ouvrage doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent. Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions doivent être prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface, ou de mise en communication d'aquifères distincts notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substance dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement par des matériaux inertes, de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage, la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées avant sa réalisation.</p> <p>L'eau issue du forage est interdite pour l'alimentation.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique avoir déclaré le puits (piézo aval) à la date du 6 février 2025 auprès de la DDTM 76, formulaire de déclaration au titre de la police de l'eau (rubrique n° 1.1.1.0) à l'appui.</p> <p>De plus, l'inspection télévisuelle du piézo effectuée le 25 mai 2023 n'a pas révélé d'anomalie, le piézo est jugé en bon état jusqu'au niveau de la nappe (à 16,45 m). Toutefois, la partie immergée et le fond du piézomètre (crépine) n'ont pu être observés en raison de la présence de la pompe et de ses équipements qui ont empêché le passage de la caméra au-delà des 16,45 m de profondeur. Pour confirmer le bon état du piézo au-delà du niveau de la nappe, l'exploitant propose de procéder à des investigations complémentaires en procédant à l'enlèvement des équipements empêchant le passage de la caméra.</p> <p><u>Demande n°6:</u> L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois confirmer à l'inspection le bon état du piézo au-delà du niveau de la nappe (la crépine).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des risques dans le hangar n°3
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels
Constats : L'inspection constate la présence d'éclaboussures et l'apparition de corrosion sur les poteaux métalliques et parois du hangar n°3, notamment à proximité du chargement de sel où se trouve les 3 cuves (de 15 m³ chacune) du process TRIPTER (tri des plastiques par flottaison). <u>Demande n° 7:</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois prendre les dispositions pour prévenir la corrosion sur les poteaux et les parois du hangar n°3 et en limiter les conséquences. Il transmettra à l'inspection les mesures appropriées pour prévenir le vieillissement des installations industrielles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.6 et 4.15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention Incendie
Prescription contrôlée : <u>4.6. Installations électriques et risques liés à la foudre.</u> Les installations électriques sont réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion. Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre être liés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art, elle est distincte de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur. <u>4.15. Prévention des accumulations de poussières.</u> Les mesures sont prises pour éviter toute accumulation dans l'atelier et les locaux annexes, de poussières, de manière à prévenir tout danger d'incendie et d'explosion. En conséquence, l'atelier sera balayé aussi fréquemment qu'il est nécessaire, à l'enlèvement des poussières qui se seront accumulées sur les charpentes, ces poussières étant susceptibles de propager un incendie. L'emploi de l'air comprimé pour le nettoyage est interdit.

Constats :

L'inspection constate que le rapport de vérification des installations électriques effectué le 2 septembre 2024 relève 137 observations dont certaines sont des anomalies sur la mise à la terre et/ou des défauts de disjoncteur différentiel. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser si les observations ont été levées. L'inspection constate d'ailleurs la présence d'un câble dénudé (observation du rapport de contrôle) dans le hangar n°3 .

De plus, le rapport Q18 associé relève 15 non-conformités et conclut que l'installation électrique du site peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion : présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique, absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités, dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel et présence de poussières déposées ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques.

Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 3 mars 2025 un plan d'actions correctives afin de lever les 15 non-conformités relevées dans le rapport Q18. Le tableau fait état de 6 anomalies levées le 27 et 28 février 2025, de 7 autres prévues pour le 3 et 15 mars et des 2 dernières à réception du matériel commandé.

Demande n° 8 : l'exploitant doit confirmer à l'inspection que le câble dénudé dans le hangar n°3 est bien isolé afin de prévenir tout risque de danger et d'incendie.

Écart réglementaire majeur n° 2: le fait de ne pas procéder à la lever des non-conformités et observations relevées dans les rapports de vérification des installations électriques du site constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 juillet 2005 susvisé.

L'inspection propose donc à M. le préfet de mettre en demeure la société NORVAL de respecter **sous 3 mois** les dispositions de l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 juillet 2005 susvisé.

Ces dispositions seront considérées satisfaites si l'exploitant :

- lève l'ensemble des 15 non-conformités relevées dans le rapport Q18 ;
- transmet à l'inspection un compte-rendu de contrôle périodique concluant que les installations ne peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;
- met en place et transmet à l'inspection un plan d'actions pour lever l'ensemble des 137 autres observations mises en évidence dans le compte-rendu de vérification périodique des installations électriques du 2 septembre 2024 en définissant une cinétique de résolution adaptée à chaque observation selon son niveau de gravité.

L'inspection constate également la présence de poussières sur les parois du bâtiment, et sur un dispositif d'ouverture de désenfumage dans le hangar n°3, susceptible de propager un incendie.

Écart réglementaire majeur n° 3: le fait de ne pas prendre les mesures pour éviter toute accumulation dans l'atelier et les locaux annexes, de poussières de manière à prévenir tout danger d'incendie et d'explosion constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 juillet 2005 susvisé.

L'inspection propose donc à M. le préfet de mettre en demeure la société NORVAL de respecter **sous 1 mois** les dispositions de l'article 4.1 et 4.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 juillet 2005 susvisé.

Cette disposition sera considérée satisfaite si l'exploitant procède à l'enlèvement de poussières

accumulées dans ses installations et notamment dans le hangar n°3 afin de prévenir tout danger d'incendie et d'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle du portique de détection de radioactivité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaires afin de garantir leur efficacité et fiabilité. Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le portique de détection de radioactivité s'est déclenché en décembre 2023 suite au passage de blocs de béton. Le chargement a été isolé sur le site et une investigation a été réalisée par un bureau d'étude spécialisé afin de rechercher, isoler et caractériser la source radioactive à l'origine de l'alarme. L'inspection constate que le portique est déclaré non conforme suite au contrôle du 3 février 2025. L'exploitant n'a pas pu présenter son registre des déclenchements du portique de détection de la radioactivité.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 28 février 2025, le rapport d'intervention du 31 janvier 2024 suite au déclenchement du portique. Ce rapport conclut que les opérations de traitement de la source n'ont généré aucune exposition significative pour le personnel et aucun impact pour l'environnement. Le déclenchement est le résultat du passage d'une multitude de blocs bétons ayant, dans leur composition une faible concentration en potassium 40 (K40). Le fait du passage des blocs en même temps a causé ce que l'on peut appeler un « effet de masse » ayant fait déclencher le portique.</p> <p>Compte-tenu de la nature, de la période radiologique et du niveau de radioactivité des blocs béton, ceux-ci ont été remis en filière conventionnelle comme le prévoit le tableau 1 de l'Annexe13.8 du Code de la Santé Publique. Le seuil d'exemption fixé est de 10Bq/g (mesuré 0,45 Bq/g).</p> <p>L'exploitant a également transmis dans son courriel du 28 février 2025 deux devis (du 5 février et du 18 février 2025) pour la mise en conformité du portique ainsi que la procédure à tenir en cas de déclenchement du portique qui précise que l'inspection des installations classées doit en être informée par écrit.</p> <p>Écart réglementaire majeur n° 4: le fait de ne pas garantir la fiabilité et l'efficacité du portique de détection de la radioactivité du site constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 juillet 2005 susvisé.</p>

<p>L'inspection propose donc à M. le préfet de mettre en demeure la société NORVAL de respecter sous 3 mois les dispositions de l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 juillet 2005 susvisé.</p> <p>Cette disposition sera considérée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens mis en place pour permettre le contrôle de la radioactivité des déchets entrants sur le site pendant la période transitoire de remise en conformité du portique ; - sous un délai de 1 mois, la commande signée de remise en état du portique ; - sous un délai de 3 mois, le certificat de conformité du portique délivré par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 4.13.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du réseau d'eau incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau d'eau incendie alimente en particulier trois poteaux existants. Un quatrième poteau est à mettre en place avant le 31 décembre 2016 tel que décrit dans le dossier de l'exploitant du 28 décembre 2015 susvisé) de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les quatre poteaux débitent simultanément 60 mètres cubes par heure chacun. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a réalisé la vérification des poteaux incendie du site le 31 juillet 2024. Le rapport conclut que les poteaux sont fonctionnels et délivrent chacun des débits supérieurs à 60 m³/h (mesurés à plus de 139 m³/h) sous une pression de 1 bar sans un essai en simultané (au moins par 2 poteaux).</p> <p><u>Demande n° 9 :</u> Lors de la prochaine vérification annuelle des poteaux incendie, l'exploitant doit procéder également à une vérification en simultanée des poteaux incendie, notamment ceux situés à proximité du hangar n°3 afin de s'assurer qu'ils délivrent bien un débit minimal de 60 m³/h par poteau dont le rapport sera transmis à l'inspection avant le 1^{er} septembre 2025.</p> <p>L'inspection constate que la barrière protection sur un poteau incendie n'est plus en place et que l'accès à un autre poteau n'est pas suffisant, avec la présence d'un tas de déchets. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 3 mars 2025 une photographie justifiant de l'accès au poteau incendie dégagé et désormais accessible.</p> <p><u>Demande n°10 :</u> l'exploitant doit remettre en place la barrière de protection du poteau incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 4.13.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du système de détection incendie
Prescription contrôlée : Le site dispose d'un système de détection incendie avec alarme et report d'alarme pour tous les hangars, les machines et cabines de tri, la station de traitement des eaux, les armoires électriques, les TGBT, les transformateurs ainsi que les bureaux administratifs.
Constats : L'inspection constate que le système de détection incendie avec alarme et report d'alarme a été vérifié le 20 février 2025. Le rapport Q7 ne fait état d'aucune déclaration et seule une partie des bâtiments a été contrôlée. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 28 février 2025 ses échanges avec le bureau de contrôle qui précise que : <ul style="list-style-type: none">- le contrôle de 100 % des points (essais fonctionnels automatiques) s'effectue sur 2 visites par an, la deuxième date restant à programmer ;- la totalité des détecteurs fonctionne ;- la déclaration au référentiel APSAD R7 est désormais prise en compte en cochant la case correspondante dans le nouveau rapport Q7 transmis le 28 février 2025. De plus l'exploitant a transmis dans son courriel, les devis du 21 février 2025 correspondant au remplacement du détecteur oxydé et dépose de l'ancien et à la recherche de la panne sur la Ligne 4 de la zone d'alarme en dérangement. Le rapport d'intervention de maintenance préventive précise également des actions correctives à mettre en place par l'exploitant : Prévoir la remise en état de veille du système de détection incendie et du centralisateur de mise en sécurité incendie. <u>Demande n°11 :</u> L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois procéder aux actions correctives sur le système de détection incendie dont le prochain rapport d'intervention de maintenance préventive et le rapport Q7 associé sera transmis à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois